



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Rapport du premier trimestre
31 mars 2021



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Table des matières

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires	1
Rapport de gestion	2
États financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation de développement des investissements du Canada au 31 mars 2021	8

Adresse de la Corporation

1240, rue Bay, bureau 302
Toronto (Ontario) M5R 2A7

Téléphone : 416 966-2221

Télécopieur : 416 966-5485

Site Web : www.cdev.gc.ca

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'IAS 34 *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

À ma connaissance, les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Corporation, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 20 mai 2021.



Andrew G. Stafl, CPA, CA
Vice-président, Finances

Toronto (Ontario)
Le 20 mai 2021

Rapport de gestion de la période close le 31 mars 2021

Les communications publiques de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »), y compris le présent rapport trimestriel, peuvent comprendre des énoncés prospectifs qui renferment les attentes de la direction à l'égard des objectifs, des stratégies, des perspectives, des plans, des prévisions, des estimations et des intentions de la CDEV.

En raison de leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur divers facteurs et hypothèses et comportent des risques et incertitudes, tant de nature générale que spécifique. Ainsi, les pronostics, prévisions, projections et autres éléments des énoncés prospectifs pourraient ne pas se réaliser. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles de la CDEV en raison d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs.

Le présent rapport de gestion est en date du 31 mars 2021 et doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la CDEV pour la période close le 31 mars 2021 et avec le rapport annuel de la CDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Vue d'ensemble de la CDEV

La CDEV est une société de la Couronne fédérale qui a été constituée en 1982 afin de fournir un organe commercial aux placements en titres de capitaux propres du gouvernement et de gérer le portefeuille commercial du gouvernement. La CDEV a pour principal objectif d'exercer ses activités dans l'intérêt du Canada, dans une perspective commerciale. Outre certaines activités qui lui sont propres, la Corporation a la responsabilité de quatre filiales entièrement détenues et consolidées, soit la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH »), Canada Eldor Inc. (« CEI »), Canada TMP Finance Limited (« TMP Finance ») et sa filiale la Corporation Trans Mountain (la « CTM »). La SGCH détient et gère les participations du gouvernement fédéral dans le projet de développement Hibernia (le « projet Hibernia »). CEI n'exerce aucune activité, mais elle est responsable de la prise en charge des obligations découlant principalement d'un accord d'achat et de vente conclu avec Cameco Inc. en 1988. TMP Finance a pour principale responsabilité de fournir du financement à CTM. CTM a pour mandat d'exploiter le pipeline Trans Mountain existant et de mener à terme le projet d'agrandissement du réseau de pipelines Trans Mountain (le « PARTM ») dans les délais prévus et de façon commercialement viable. En août 2020, la CDEV a reçu de la part des propriétaires du projet Hibernia des paiements au titre de la participation au bénéfice net après avoir conclu un protocole d'entente avec Ressources naturelles du Canada.

Le 11 mai 2020, la CDEV a constitué une nouvelle filiale, la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada (la « CFUEC »), qui contribue à la mise en œuvre du programme Crédit d'urgence pour les grands employeurs (le « CUGE »), conçu pour fournir des crédits-relais aux grands employeurs canadiens. Les résultats financiers de la CFUEC n'ont pas été inclus dans les résultats consolidés de la CDEV, comme il est expliqué à la note 1 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires. Le rapport financier de la CFUEC pour la période close le 31 mars 2021 peut être consulté à l'adresse www.ceefc.cfuec.ca.

La Corporation de développement des investissements du Canada

La direction de la CDEV collabore étroitement avec le conseil d'administration et la direction de CTM afin de poursuivre le développement du PARTM. Cela comprend la mise en place de procédures pour surveiller la progression du PARTM, l'obtention du financement nécessaire pour CTM et la production de renseignements financiers d'importance.

Au cours de la période close le 31 mars 2021, la CDEV a reçu de la part des propriétaires du projet Hibernia des paiements de 50 millions de dollars au titre de la participation au bénéfice net, dont 4 millions de dollars ont été versés par la SGCH puis éliminés lors de la consolidation. Les paiements reçus sont comptabilisés à titre d'augmentation de 46 millions de dollars de la réserve au titre de la participation au bénéfice net, avant versement d'un dividende de 18 millions de dollars en mars 2021. En 2020, la CDEV a déterminé que certains paiements au titre de la PBN effectués par les propriétaires du projet au cours d'exercices précédents étaient trop élevés étant donné qu'un facteur incorrect avait été utilisé pour le calcul. En conséquence, la CDEV a comptabilisé une provision de 39 millions de dollars pour les remboursements éventuels au 31 décembre 2020, laquelle a été portée en déduction de la réserve au titre de la PBN au 31 décembre 2019 (données retraitées) et au 31 décembre 2020. Au premier trimestre de 2021, la CDEV a effectué des remboursements de 41 M\$ au titre de la PBN et a comptabilisé des charges à payer additionnelles de 5 millions de dollars dans la réserve au titre de la PBN.

Nous avons versé des dividendes de 46 millions de dollars au premier trimestre de 2021. Ces dividendes ont été financés à même les dividendes de 28 millions de dollars reçus de la SGCH, soit 8 millions de dollars se rapportant à la PBN versée par la SGCH et 18 millions de dollars en paiements reçus au titre de la PNB. Nous conservons suffisamment de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et de placements à court terme pour être en mesure d'entreprendre des activités futures et de financer les éventualités.

Lors de la clôture de la vente de Ridley Terminals Inc. en décembre 2019, la CDEV a reçu 350 millions de dollars de l'acheteur au nom du gouvernement. Au 31 mars 2021, un montant de 50 millions de dollars était toujours détenu au nom du gouvernement.

Corporation Trans Mountain

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, CTM a généré des produits des activités ordinaires de 100 millions de dollars et un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») de 37 millions de dollars. Pour la période correspondante, CTM avait généré des produits des activités ordinaires de 123 millions de dollars et un BAIIA de 64 millions de dollars. Selon les PCGR des États-Unis que CTM continue d'appliquer, les produits et le BAIIA se sont respectivement établis à 107 millions de dollars et à 44 millions de dollars, contre 103 millions de dollars et 47 millions de dollars pour la période correspondante. Pour un complément d'information à ce sujet, se reporter à la note 19 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Pour le trimestre considéré, CTM a dépensé environ 949 millions de dollars pour le PARTM, compte non tenu des coûts de financement, en plus du montant de 4,3 milliards de dollars engagé jusqu'en décembre 2020 sous la propriété de la CDEV. Les dépenses en capital pour le trimestre clos le 31 mars 2021 ont augmenté de façon importante par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'activité de construction relative au PARTM. Après un arrêt de sécurité volontaire visant l'ensemble du projet qui a commencé au quatrième trimestre de 2020, suivi d'une nouvelle formation et orientation à l'intention des travailleurs et des superviseurs, les travaux de construction ont repris sur tous les tronçons, installations et sites de réactivation de pipeline vers le milieu du premier trimestre de 2021. Les travaux sont en cours dans différentes phases le long de la majeure partie du tracé du pipeline et le projet est achevé à environ 25 %. CTM vise l'achèvement des installations mécaniques pour la majeure partie du projet d'ici la fin de 2022, les activités commerciales devant commencer peu après.

Pour obtenir plus de précisions, veuillez consulter le rapport financier de CTM pour le premier trimestre de 2021 à l'adresse www.transmountain.com.

Canada TMP Finance Limited

TMP Finance est la société mère de CTM et de ses entités. TMP Finance consent du financement à CTM selon un ratio de 45 % de capitaux propres et 55 % d'emprunts. TMP Finance avance ce financement par l'intermédiaire du Compte du Canada géré par Exportation et développement Canada. Certaines obligations financières de CTM sont remplies par TMP Finance pour CTM par l'intermédiaire d'une facilité de crédit inutilisée auprès du Compte du Canada. Le 1^{er} janvier 2021, la limite de la facilité de construction a été portée à 6,1 milliards de dollars jusqu'au 31 mars 2021. Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2021, la limite de la facilité de construction a été portée à 9,14 milliards de dollars et la date d'échéance a été reportée au 29 août 2025. Des sources de financement supplémentaires seront nécessaires pour permettre à TMP Finance de continuer à financer le PARTM, et TMP Finance poursuit des discussions à ce sujet avec le ministère des Finances.

Société de gestion Canada Hibernia

Le bénéfice après impôt de la SGCH de 14 millions de dollars comptabilisé pour le trimestre clos le 31 mars 2021 est supérieur à celui de 6 millions de dollars enregistré au trimestre correspondant en raison essentiellement de la diminution de la charge d'impôt sur le résultat découlant d'un taux d'intérêt effectif moyen moins élevé. Ce taux reflète l'incidence des charges non déductibles aux fins de l'impôt.

Les produits nets tirés du pétrole brut, qui correspondent aux ventes de pétrole brut déduction faite des redevances et de la participation au bénéfice net, ont progressé de 5 %, pour s'établir à 34 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à 33 millions de dollars pour la période correspondante, hausse qui s'explique par une diminution de 8 % du prix réalisé sur les ventes de pétrole brut en dollars canadiens, en partie compensée par une augmentation de 6 % du volume de ventes et une hausse de 26 % de la charge liée aux redevances pour le trimestre. La charge liée à la participation au bénéfice net a diminué en raison surtout d'un recouvrement de charges comptabilisées à la période précédente. (À la consolidation, les produits nets tirés du pétrole brut pour le premier trimestre de 2021 s'établissaient à 33 millions de dollars (35 millions de dollars en 2020) en raison de l'élimination des paiements au titre de la PBN versés à la CDEV).

La baisse du volume de ventes au cours de la période s'explique par une diminution de 13 % des volumes de production moyens quotidiens et par la variation des stocks liée au calendrier des ventes de fret. La production brute d'Hibernia pour le premier trimestre de 2021 s'est établie en moyenne à 109 906 barils par jour, comparativement à 127 871 barils par jour pour le trimestre correspondant.

La SGCH vend son pétrole en fonction du cours de référence du pétrole brut Brent daté, en dollars américains. Le cours du pétrole brut Brent daté a augmenté de 21 % pour atteindre en moyenne 60,85 \$ US le baril au premier trimestre de 2021, contre 50,14 \$ US au premier trimestre de 2020. En dollars canadiens, le prix moyen obtenu par la SGCH n'a augmenté que de 8 %, passant de 68,05 \$ au premier trimestre de 2020 à 73,59 \$ au premier trimestre de 2021, ce qui s'explique par un escompte moyen plus élevé par rapport au prix du Brent daté, par le fait qu'une plus grande proportion des ventes ont eu lieu en janvier, alors que les prix étaient inférieurs à ceux de mars d'environ 10 \$ US le baril, et par l'appréciation du dollar canadien (par rapport au dollar américain) au premier trimestre de 2021, qui a eu une incidence défavorable.

Les dépenses en capital liées aux forages et aux installations ont été minimales au premier trimestre de 2021 et ont été affectées au reconditionnement de puits et à des mises à niveau mineures d'équipement.

Canada Eldor Inc.

Aucun changement important n'a été apporté à la gestion des passifs de CEI. CEI continue de payer pour les coûts liés au démantèlement des biens d'un ancien site minier en Saskatchewan et les prestations de retraite d'anciens employés. Un plan a été mis en œuvre afin de permettre le transfert du reste des biens miniers au programme de surveillance institutionnelle d'ici trois ans. Au cours du premier trimestre de 2021, aucunes dépenses n'ont été affectées aux activités de remise en état des sites et aucun changement important n'a été apporté pour la période à l'estimation du coût de remise en état des sites. CEI dispose d'un montant totalisant 14 millions de dollars sous forme de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de fonds de revenus consolidés qui lui permet d'acquitter ses passifs estimés totalisant 8 millions de dollars.

Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada

Depuis mars 2020, la direction de la CDEV a contribué à la mise en œuvre de la facilité de CUGE au nom du gouvernement par l'intermédiaire de la CFUEC, notamment en retenant les services de conseillers juridiques et financiers. Veuillez consulter le rapport annuel de 2020 et le rapport du premier trimestre de 2021 de la CFUEC, à l'adresse www.ceefc-cfuec.ca, pour obtenir plus de renseignements sur la CFUEC.

Les résultats de la CFUEC ne sont pas consolidés avec ceux de la CDEV puisque cette dernière n'est pas réputée avoir le contrôle de la CFUEC selon les critères établis par IFRS 10. Le tableau qui suit présente les principaux résultats financiers de la CFUEC :

(en millions de dollars)	2020	T1 2021	Total jusqu'en mars 2021	Après le 31 mars 2021
Engagements de prêt conclus	320	658	978	6 079
Prêts consentis	110	204	314	100
Participations en titres de capitaux propres ¹⁾				500
Actions privilégiées émises	200	220	420	705

¹⁾ Dans le cadre de l'accord de financement conclu avec Air Canada, la CFUEC a acheté pour 500 millions de dollars d'actions à droit de vote de catégorie B d'Air Canada.

Analyse de l'environnement commercial externe

La gestion continue de nos actifs et de nos participations reposera sur la conjoncture du marché et le contexte économique en général, ainsi que sur des facteurs propres à l'entreprise ou au placement sous-jacent. Aucune modification importante n'a été décelée depuis le 31 décembre 2020, comme l'indique le rapport annuel de 2020. Un certain degré d'incertitude persiste quant à l'évolution de la conjoncture économique en raison de l'éclosion récente d'un nouveau coronavirus (« COVID-19 ») à l'échelle mondiale.

Risques et éventualités

En plus des risques et éventualités présentés dans le rapport annuel de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Corporation a mis à jour son analyse des risques auxquels elle est exposée, en raison de la pandémie de COVID-19. Étant donné la nature des activités de CTM, l'éclosion de COVID-19 ne devrait pas avoir une incidence importante sur les résultats financiers de CTM. Malgré les répercussions de la pandémie sur la demande et les prix du brut, le pipeline Trans Mountain a fonctionné à capacité maximale tout au long de l'exercice 2020 et du premier trimestre de 2021, car l'accès au marché qu'offre Trans Mountain demeure précieux pour les expéditeurs.

Les fluctuations importantes des prix du pétrole brut à l'échelle mondiale observées en 2020 se sont quelque peu stabilisées au premier trimestre de 2021 et ont donc eu une incidence moins importante sur les résultats financiers de la SGCH.

Bien que la CFUEC soit exposée à un risque de crédit important en raison des pertes de crédit éventuelles sur les prêts consentis aux emprunteurs, l'exposition maximale de la CDEV correspond à la valeur de son placement en actions ordinaires de la CFUEC, soit 1 \$.

Les autres risques et éventualités décrits dans le rapport annuel de 2020 n'ont pas changé.

États financiers pour la période close le 31 mars 2021

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2021, avec chiffres comparatifs du premier trimestre de 2020, ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») applicables aux périodes intermédiaires, notamment l'IAS 34 *Information financière intermédiaire*.

CTM établit ses états financiers conformément aux PCGR des États-Unis. Pour consulter les états financiers de CTM pour le premier trimestre de 2021 selon les PCGR des États-Unis, visitez le www.transmountain.com. La note 19 des états financiers consolidés de la CDEV présente les résultats financiers de CTM selon les PCGR des États-Unis, les ajustements apportés aux états financiers pour convertir ces résultats en IFRS ainsi que les résultats financiers de CTM en IFRS, après consolidation avec ceux de la CDEV. Les principales différences de traitement comptable sont décrites à la note 19.

Les produits consolidés pour le trimestre clos le 31 mars 2021 se sont établis à 133 millions de dollars, comparativement à 159 millions de dollars pour la période correspondante. Cette baisse s'explique en grande partie par une diminution de 24 millions de dollars des produits tirés du transport. La diminution des produits tirés du transport est attribuable à une baisse des tarifs, en partie contrebalancée par une augmentation du débit sur le TMPL en raison de la forte demande soutenue et de la plus grande proportion de produits légers transportés. Le débit de Puget a été légèrement plus élevé au cours du trimestre en raison d'une hausse du débit et des droits perçus, en partie contrebalancés par la dépréciation du dollar américain. Les produits nets tirés du pétrole brut ont diminué pour s'établir à 33 millions de dollars, contre 35 millions de dollars pour la période correspondante, en raison d'une baisse de 6 % des volumes de ventes et d'une hausse des redevances, ces facteurs ayant été contrebalancés par une augmentation de 8 % des prix du pétrole moyens obtenus.

Le total des charges pour le trimestre, compte non tenu des charges financières, s'établit à 106 millions de dollars, comparativement à 105 millions de dollars pour la période correspondante. La hausse est essentiellement attribuable à une augmentation de 6 millions de dollars des charges d'exploitation du pipeline de CTM, essentiellement attribuable à l'augmentation du coût de l'électricité et aux coûts de remise en état relativement à la fuite de Sumas en juin 2020, ces facteurs ayant été en partie contrebalancés par la dotation aux amortissements de 3 millions de dollars et la diminution des honoraires professionnels de 1 million de dollars.

La charge d'intérêts de 44 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2021 a augmenté par rapport à celle de 41 millions de dollars pour la période correspondante, l'augmentation de 42 millions de dollars du montant brut des coûts d'intérêts attribuable à la hausse des emprunts ayant été compensée par l'augmentation des coûts d'intérêts inscrits à l'actif.

Rapport de gestion de la période close le 31 mars 2021 (suite)

Nous avons comptabilisé une perte avant impôt sur le résultat de 17 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à un profit avant impôt sur le résultat de 18 millions de dollars pour la période correspondante, en raison essentiellement de la diminution de 30 millions de dollars du bénéfice d'exploitation de CTM attribuable à la baisse des produits tirés du transport et à la hausse des charges d'exploitation du pipeline et d'une hausse de 3 millions de dollars de la charge d'intérêts nette de TMP Finance pour la période.

La charge d'impôts de 8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2021 a diminué de 7 millions de dollars par rapport à la période correspondante, en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen de la SGCH, en partie contrebalancée par la hausse de l'impôt différé de CTM.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté pour s'établir à 415 millions de dollars au 31 mars 2021, comparativement à 312 millions de dollars au 31 décembre 2020, en raison surtout de l'augmentation de 925 millions de dollars des prélèvements dans le Compte du Canada au cours de la période et des flux de trésorerie d'exploitation de 131 millions de dollars essentiellement générés par la SGCH et par CTM, en partie contrebalancés par les dépenses en capital de 896 millions de dollars liées aux immobilisations corporelles se rapportant principalement au PARTM et le versement de dividendes de 46 millions de dollars.

Les débiteurs de 76 millions de dollars avaient diminué de 38 millions de dollars au 31 mars 2021 par rapport à la fin de l'exercice en raison principalement d'une diminution de 23 millions de dollars des débiteurs de CTM essentiellement attribuable à la réduction des clients et autres débiteurs et à une baisse de 11 millions de dollars des créances de la SGCH attribuable à une baisse des ventes de pétrole en cours.

Les immobilisations corporelles, qui s'établissent à 10 106 millions de dollars, se sont accrues de 936 millions de dollars depuis la clôture de l'exercice, surtout du fait des dépenses en capital de 974 millions de dollars, y compris les intérêts inscrits à l'actif, se rapportant principalement au PARTM, déduction faite de l'épuisement et de l'amortissement de 35 millions de dollars.

Depuis la fin de l'exercice, les autres actifs non courants de 264 millions de dollars ont diminué de 22 millions de dollars au 31 mars 2021, en raison essentiellement d'une diminution de 34 millions de dollars des avances versées au titre de la construction, ce qui a été contrebalancé par une hausse des montants recouverts à titre des droits chargés sur les chargements de produits pétroliers en vrac de 13 millions de dollars.

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs de 700 millions de dollars ont augmenté de 142 millions de dollars depuis le 31 décembre 2020, du fait essentiellement d'une hausse de 113 millions de dollars des intérêts à payer de TMP et d'une augmentation de 31 millions de dollars pour CTM en raison des coûts de construction inscrits à l'actif.

Les autres passifs non courants de 44 millions de dollars ont diminué de 9 millions de dollars en raison surtout de la baisse de 8 millions de dollars du montant de l'obligation de la fiducie au titre des coûts d'abandon du pipeline, lequel fluctue selon le rendement des placements de la fiducie, qui détient des placements en fonction des surcharges perçues auprès des expéditeurs au titre de l'abandon du pipeline.

Les emprunts ont augmenté de 925 millions de dollars depuis la fin de l'exercice en raison de prélèvements de 925 millions de dollars sur la facilité de crédit de construction.

États financiers consolidés résumés intermédiaires de

**LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT
DES INVESTISSEMENTS DU CANADA**

Trimestre clos le 31 mars 2021

(non audité)

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

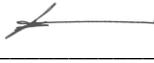
État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière (non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	31 mars 2021	31 décembre 2020
Actifs		
Actifs courants :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	414 554 \$	311 707 \$
Clients et autres débiteurs (note 17)	76 475	114 248
Impôt à recevoir	-	568
Autres actifs courants	26 285	23 990
Placements détenus au titre d'obligations futures	2 693	2 214
	520 007	452 727
Actifs non courants :		
Immobilisations corporelles (note 5)	10 106 231	9 169 790
Goodwill (note 7)	1 015 862	1 015 862
Placements détenus au titre d'obligations futures	172 253	172 601
Trésorerie soumise à restrictions (note 4)	85 259	84 237
Placements soumis à restrictions	85 958	93 986
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 6)	99 114	95 527
Autres actifs	264 028	286 524
	11 828 705	10 918 527
	12 348 712 \$	11 371 254 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants :		
Fournisseurs et autres créditeurs	700 220 \$	557 910 \$
Impôt à payer	131	-
Partie courante de la provision au titre de la remise en état d'un site (note 9 c))	2 518	2 074
Partie courante des obligations locatives (note 6)	26 629	23 111
Partie courante de la réserve au titre de la participation au bénéfice net (la « PBN ») (note 9 d))	-	39 000
Autres passifs courants	129 079	147 272
	858 577	769 367
Passifs non courants :		
Emprunts (note 10)	9 980 000	9 055 000
Impôt sur le résultat différé	523 031	514 564
Provision au titre des obligations de démantèlement (note 9 a) et b))	622 187	621 214
Obligations locatives (note 6)	77 657	74 672
Provision au titre de la remise en état d'un site (note 9 c))	4 261	4 732
Obligation au titre des prestations définies	74 671	100 650
Autres passifs non courants	44 493	53 466
	11 326 300	10 424 298
Capitaux propres :		
Capital social	1	1
Surplus d'apport	603 294	603 294
Réserve au titre de la PBN (note 11)	34 432	11 832
Déficit accumulé	(467 066)	(414 353)
Cumul des autres éléments du résultat global	(6 826)	(23 185)
	163 835	177 589
	12 348 712 \$	11 371 254 \$

Engagements (note 15)

Éventualités (note 16)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Au nom du Conseil :  , administrateur  , administrateur

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2021	2020
Produits :		
Produits tirés du transport (note 14)	83 211 \$	106 770 \$
Produits nets tirés du pétrole brut (note 13)	33 497	35 203
Revenus locatifs (note 14)	15 857	15 747
Autres produits	826	932
	133 391	158 652
Autres produits :		
Frais d'utilisation des installations et frais de traitement	(77)	561
Profits de change	210	3 184
	133 524	162 397
Charges :		
Épuisement et amortissement (notes 5 et 6)	34 614	37 752
Charges d'exploitation du pipeline (note 14)	40 574	34 876
Exploitation, transport et commercialisation du pétrole brut (note 13)	5 657	4 805
Salaires et avantages du personnel	22 050	22 186
Honoraires professionnels	1 719	2 828
Pertes de change	597	1 342
Révision d'estimation relativement à la provision au titre de la remise en état d'un site (note 9)	(31)	75
Autres charges administratives	766	697
	105 946	104 561
Charges financières (produits financiers) :		
Charge d'intérêts (note 10)	43 822	40 703
Produits d'intérêts	(1 744)	(3 325)
Désactualisation des obligations de démantèlement (note 9 a), b))	2 117	2 509
Désactualisation de la provision au titre de la remise en état d'un site (note 9 c))	4	27
	44 199	39 914
Bénéfice net (perte nette) avant impôt sur le résultat	(16 621)	17 922
Impôt sur le résultat :		
Exigible	6 135	14 189
Différé	1 957	713
	8 092	14 902
Bénéfice net (perte nette)	(24 713) \$	3 020 \$
Autres éléments du résultat global :		
<i>Éléments pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net</i>		
Écart de conversion	(3 664)	26 798
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</i>		
Réévaluations des obligations au titre des prestations définies	20 023	15 322
	16 359	42 120
Résultat global	(8 354) \$	45 140 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	2021	2020
		(retraité note 20)
Capital social		
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	1 \$	1 \$
Surplus d'apport		
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	603 294	603 294
Réserve au titre de la participation au bénéfice net		
Solde à l'ouverture de la période	11 832	(34 174)
PBN reçue	45 769	64 214
Provision au titre de la PBN, montant net (note 9 d))	(5 169)	-
Dividendes	(18 000)	(54 629)
Solde à la clôture de la période	34 432	(24 589)
Déficit accumulé		
Solde à l'ouverture de la période	(414 353)	(286 965)
Bénéfice net (perte nette)	(24 713)	3 020
Dividendes	(28 000)	(7 000)
Solde à la clôture de la période	(467 066)	(290 945)
Cumul des autres éléments du résultat global		
Solde à l'ouverture de la période	(23 185)	(10 592)
Autres éléments du résultat global	16 359	42 120
Solde à la clôture de la période	(6 826)	31 528
Total des capitaux propres	163 835 \$	319 289 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Tableau consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes		
Activités d'exploitation :		
Bénéfice net (perte nette)	(24 713) \$	3 020 \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :		
Épuisement et amortissement	34 614	37 752
Charge d'impôt sur le résultat	8 092	14 902
Produit d'intérêts	(1 744)	(3 325)
Variation nette des prestations définies	907	45
Charge d'intérêts liée aux contrats de location	380	471
Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site	(31)	75
Profit de change latent sur les contrats de location	4	-
Désactualisation des provisions	2 121	2 536
Paielement au titre des obligations locatives, portion en intérêts	(1 132)	(1 033)
Intérêts reçus	1 744	3 325
Provisions réglées	4	(908)
Impôt sur le résultat payé	(5 436)	(7 844)
	14 810	49 016
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 12)	113 698	109 839
	128 508	158 855
Activités de financement :		
Produit des emprunts	925 000	200 000
Dividendes payés	(46 000)	(61 629)
PBN reçue	45 769	64 214
Remboursements de PBN payés	(41 195)	-
Paielement au titre des obligations locatives, portion en capital	(6 898)	(5 018)
	876 676	197 567
Activités d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(896 331)	(582 388)
Dépenses liées aux logiciels à usage interne	(776)	(2 317)
Variation de la trésorerie soumise à restrictions	(1 022)	94
Acquisition de placements soumis à restrictions	(3 136)	(2 757)
Variation des placements détenus au titre d'obligations futures	(131)	(688)
	(901 396)	(588 056)
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie	(941)	4 616
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	102 847	(227 018)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	311 707	587 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	414 554 \$	360 091 \$
Représenté par :		
Trésorerie	414 554 \$	297 957 \$
Équivalents de trésorerie	-	62 134
	414 554 \$	360 091 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

1. Entité présentant l'information financière

La Corporation se compose de sa société mère, La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV »), et de ses filiales entièrement détenues, soit Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH »), Financière Canada TMP Ltée (« Financière TMP ») et la Corporation Trans Mountain (la « CTM »). La filiale Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada (la « CFUEC ») n'est pas consolidée.

La Corporation de développement des investissements du Canada a été constituée en 1982 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et elle est la propriété exclusive de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La Corporation est une société d'État mandataire inscrite à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En novembre 2007, le ministre des Finances a informé la CDEV qu'elle « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement du Canada dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent aux capacités de la CDEV, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ».

En août 2019, le gouvernement du Canada a transféré à la CDEV ses activités liées de gestion des ententes de participation au bénéfice net (la « PBN ») et de participation accessoire au bénéfice net dans le cadre du projet de développement Hibernia, lesquelles relevaient auparavant de Ressources naturelles Canada. Se reporter aux notes 9 et 11 pour de plus amples renseignements.

Le 10 mai 2020, la CDEV a reçu une instruction (P.C. 2020-305), en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de constituer une filiale, la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada (la « CFUEC »), qui a été constituée conformément à l'instruction. La CFUEC a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* pour administrer, approuver et financer les transactions conformément aux dispositions approuvées par le ministre des Finances relativement au Crédit d'urgence pour les grands employeurs. La CFUEC est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas soumise aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La CFUEC n'a pas été consolidée dans les états financiers de la CDEV puisque cette dernière n'est pas réputée détenir le contrôle de la CFUEC selon les critères établis par IFRS 10.

Le siège social de la CDEV est situé au 79, rue Wellington Ouest, bureau 3000, case 270, Centre TD, Toronto (Ontario) M5K 1N2. L'établissement principal de la CDEV est situé au 1240, rue Bay, bureau 302, Toronto (Ontario) M5R 2A7.

Filiales

La Corporation Trans Mountain et Financière Canada TMP Ltée ont été constituées en 2018 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Les sociétés sont assujetties à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et sont mandataires de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. CTM est également assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

1. Entité présentant l'information financière (suite)

Filiales (suite)

CTM possède et exploite le réseau pipelinier Trans Mountain (le « RPTM »), le pipeline de Puget Sound (le « pipeline Puget ») ainsi que certains droits, conceptions, immobilisations corporelles et contrats de construction liés à l'agrandissement du réseau TMPL, appelé projet d'agrandissement du réseau pipelinier Trans Mountain (le « PARTM »).

Financière TMP, est la société mère de CTM. Elle fournit à CTM du financement sous forme d'emprunts et de capitaux propres lesquels sont financés au moyen d'emprunts auprès de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, lesquels sont administrés par Exportation et développement Canada (« EDC »). Se reporter à la note 10 pour de plus amples renseignements sur les emprunts.

CEI a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est mandataire de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En 1988, CEI a vendu la quasi-totalité de ses actifs et de ses activités à la Corporation Cameco (« Cameco ») en contrepartie d'une partie du capital social de cette dernière et d'un billet à ordre. Suite à la vente des actions de Cameco et à la reprise d'une partie de l'encours de la dette de CEI par le gouvernement en 1995, le produit net en trésorerie tiré de la vente définitive des actions de Cameco est le seul actif important que détient CEI. Les obligations résiduelles de CEI se composent des obligations au titre de la remise en état d'un site et des obligations au titre des prestations de retraite définies.

La SGCH a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la CDEV en mars 1993. La SGCH est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La SGCH a été constituée dans le seul but de détenir et de gérer sa participation dans le projet de développement Hibernia (le « projet Hibernia »), un projet de mise en valeur et de production de pétrole situé au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador. Le projet Hibernia comprend le champ pétrolifère original du projet Hibernia, dans lequel la SGCH détient une participation directe de 8,5 %, et le secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « secteur unitaire du PSH »), dans lequel la SGCH détient présentement une participation directe de 5,67 %. La participation directe détenue par la SGCH dans le secteur unitaire du PSH est assujettie à des ajustements conformément aux dispositions applicables de l'entente du secteur unitaire du PSH. Par suite de la mise en œuvre par l'exploitant de la première réévaluation visant le secteur unitaire du PSH, la participation directe a été portée de 5,62665 % à 5,66521 % à compter du 1^{er} mars 2021.

Un compte est maintenu au nom des propriétaires de participations directes dans le projet de développement Hibernia et le secteur unitaire du PSH par son exploitant, respectivement Société d'exploitation et de développement d'Hibernia Itée (la « SEDH ») et ExxonMobil Canada Properties, agissant à titre de mandataire (un « compte conjoint »). Toutes les dépenses conjointes liées au projet sont imputées au compte conjoint, lequel est détenu et financé par les participants selon leurs participations directes.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») applicables aux périodes intermédiaires, notamment la Norme comptable internationale (l'« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Le conseil d'administration a approuvé la publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires le 20 mai 2021.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle des activités de la Corporation, à l'exception du pipeline Puget, dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain.

d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour établir les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation, la direction doit exercer son jugement et faire des estimations et des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient être très différents de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours duquel elle est effectuée et dans les exercices futurs touchés par la révision. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude à l'égard des estimations sont les mêmes que ceux qui sont présentés à la note 3 y) afférente aux états financiers consolidés annuels de la Corporation de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

L'évolution de la situation entourant la pandémie de COVID-19 a nécessité la réévaluation de certains jugements et estimations importants utilisés pour préparer les états financiers consolidés résumés intermédiaires. La pandémie a entraîné une grande incertitude économique, ce qui a entraîné une volatilité accrue des prix des marchandises et des taux de change ainsi qu'un recul marqué des taux d'intérêt à long terme. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2021, l'économie mondiale a montré des signes de rétablissement des répercussions de la pandémie de COVID-19 et les perspectives concernant la demande de pétrole brute se sont améliorées par suite de l'assouplissement des restrictions et de la distribution de vaccins dans les pays développés. La demande de pétrole brut mondiale et les prix actuels et prévus du pétrole brut ont récemment remonté, mais les répercussions économiques mondiales de la COVID-19 et la durée estimative de la pandémie continuent d'évoluer.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'exception des méthodes comptables qui ont été modifiées par suite de l'adoption de nouvelles normes, modifications et interprétations comptables en date du 1^{er} janvier 2021, comme il est décrit ci-après. De plus, la charge d'impôts sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée au moyen du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total annuel.

Changements de méthodes comptables

Certaines normes, modifications de normes et interprétations comptables, publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), sont entrées en vigueur pour la première fois au cours de la période à l'étude et ont été adoptées conformément aux dispositions transitoires applicables. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation.

4. Trésorerie soumise à restrictions

	31 mars 2021	31 décembre 2020
Trésorerie soumise à restrictions – lettres de crédit de CTM	75 182 \$	73 983 \$
Trésorerie soumise à restrictions – détenue par CTM au titre des coûts d'abandon futurs	377	554
Trésorerie soumise à restrictions – détenue par CTM à titre de garantie	1 200	1 200
Trésorerie soumise à restrictions – lettres de crédit de la SGCH	8 500	8 500
	85 259 \$	84 237 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

5. Immobilisations corporelles

	Travaux de construction en cours	Pipeline	Actifs de mise en valeur du pétrole et installations de production	TOTAL
Coût				
Solde au 31 décembre 2019	2 481 918 \$	3 530 639 \$	582 624 \$	6 595 181 \$
Entrées de la période	3 260 567	-	14 042	3 274 609
Transferts	(82 886)	82 886	-	-
Ajustements de démantèlement	-	(524)	2 649	2 125
Décomptabilisation	-	-	(7 140)	(7 140)
Mises hors service	-	(2 467)	-	(2 467)
Variation des cours de change	(10)	(5 838)	-	(5 848)
Solde au 31 décembre 2020	5 659 589 \$	3 604 696 \$	592 175 \$	9 856 460 \$
Entrées de la période	971 376	-	2 137	973 513
Transferts	(3 755)	3 755	-	-
Ajustements de démantèlement	-	-	(625)	(625)
Mises hors service	-	(169)	-	(169)
Variation des cours de change	(6)	(3 570)	-	(3 576)
Solde au 31 mars 2021	6 627 204 \$	3 604 712 \$	593 687 \$	10 825 603 \$
Épuisement et amortissement cumulés				
Solde au 31 décembre 2019	- \$	138 811 \$	402 305 \$	541 116 \$
Épuisement et amortissement	-	101 452	45 836	147 288
Décomptabilisation	-	-	(1 004)	(1 004)
Variation des cours de change	-	(730)	-	(730)
Solde au 31 décembre 2020	- \$	239 533 \$	447 137 \$	686 670 \$
Épuisement et amortissement	-	25 657	7 489	33 146
Mises hors service	-	(165)	-	(165)
Variation des cours de change	-	(279)	-	(279)
Solde au 31 mars 2021	- \$	264 746 \$	454 626 \$	719 372 \$
Valeurs comptables				
31 décembre 2020	5 659 589 \$	3 365 163 \$	145 038 \$	9 169 790 \$
31 mars 2021	6 627 204 \$	3 339 966 \$	139 061 \$	10 106 231 \$

Au 31 mars 2021, les coûts qui se rapportent aux actifs de mise en valeur du pétrole et installations de production sujets au calcul de l'épuisement et de l'amortissement incluent des coûts de mise en valeur futurs de 394 164 \$ (395 100 \$ au 31 décembre 2020) et excluent le coût du matériel en cours de construction de 3 182 \$ (3 104 \$ en 2019).

Pour des renseignements sur les ajustements de démantèlement, se reporter à la note 9, *Provisions*.

Pour la période close le 31 mars 2021, des intérêts de 70 336 \$ ont été capitalisés dans les entrées relatives aux travaux de construction en cours – pipelines (31 735 \$ en 2020).

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

5. Immobilisations corporelles (suite)

Au 31 mars 2021, une évaluation des indices de dépréciation des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») de la Corporation a été effectuée. Les indices de dépréciation comprennent (sans toutefois s'y limiter) des changements importants ayant un effet négatif sur l'entité qui ont eu lieu au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir dans le marché ou l'environnement économique où l'entité exerce ses activités. Aucun indice n'a été relevé pour les actifs de transport de pétrole, y compris le goodwill et, par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été effectué. La COVID-19 et la situation du marché du pétrole brut n'ont pas eu d'incidence significative sur les produits tirés du transport. Cependant, si la COVID-19 demeure une urgence sanitaire mondiale, cela pourrait avoir une incidence sur le calendrier de construction du projet d'agrandissement du pipeline et, dans les périodes à venir, la Corporation examinera si cela représente un indice de dépréciation. Se reporter également à la note 7, *Goodwill*.

Aucun indice de dépréciation des actifs de mise en valeur du pétrole et des installations de production n'a été relevé au 31 mars 2021 et au 31 décembre 2020 et, par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été effectué.

6. Actifs au titre de droits d'utilisation et contrats de location

La Corporation loue certains actifs, notamment des immeubles de bureaux, des terrains et du matériel.

La catégorie « matériel » comprend la quote-part de la SGCH attribuable à sa participation directe dans trois navires de soutien loués par la SEDH au nom des propriétaires du projet Hibernia. Les contrats de location sont assortis de paiements mensuels fixes et sont en vigueur jusqu'en 2027, une partie des paiements au titre de la location étant effectuée en dollars américains. Les contrats de location visant du matériel comprennent également du matériel pour baraquement de chantier, une sous-station électrique, des véhicules et du matériel de bureau.

La catégorie « terrains » comprend la location d'un espace au terminal portuaire de Westridge, qui se compose d'une superficie de terres et d'une surface d'eau, ainsi que de terrains destinés à des stations de pompage et à des constructions temporaires. La durée des contrats de location connexes s'étend jusqu'en 2105.

La catégorie « bâtiments » comprend les paiements mensuels fixes au titre de la location qui sont effectués à l'égard de locaux d'immeubles de bureaux de la Corporation situés en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario. La durée des contrats de location s'étend jusqu'en 2025. Elle incluait également la quote-part de la SGCH attribuable à sa participation directe dans des locaux d'un immeuble de bureaux de la SEDH situé à St. John's, à T.-N.-L. Ce contrat de location a expiré en 2020 et n'a pas été remplacé par un autre contrat.

Certains contrats comportent des options de renouvellement. La Corporation n'a pas la certitude raisonnable qu'elle exercera ces options, et l'exercice de celles-ci dépendra de l'évolution du marché et des besoins de la Corporation au moment où ces options pourront être exercées. Certains contrats de location sont assujettis à des variations annuelles de l'indice des prix à la consommation (l'« IPC »), l'obligation locative étant réévaluée lorsque l'IPC varie. De plus, certains contrats de location immobiliers comportent des paiements variables au titre de la location qui sont liés aux coûts d'exploitation.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

6. Actifs au titre de droits d'utilisation et contrats de location (suite)

La Corporation n'est pas exposée à un risque potentiel de sorties de trésorerie additionnelles importantes qui ne sont pas déjà reflétées dans le montant présenté des obligations locatives, mis à part certaines pénalités pour résiliation que la Corporation n'a pas la certitude raisonnable de devoir verser au 31 mars 2021.

État de la situation financière :

Le tableau qui suit présente les actifs au titre de droits d'utilisation :

	Matériel et véhicules	Terrains et bâtiments	Total
1 ^{er} janvier 2020	22 619 \$	67 670 \$	90 289 \$
Entrées	2 373	26 326	28 699
Modifications de contrats de location	351	48	399
Amortissement	(4 066)	(19 766)	(23 832)
Change	(28)	-	(28)
31 décembre 2020	21 249 \$	74 278 \$	95 527 \$
Entrées	15 454	(64)	15 390
Modifications de contrats de location	61	(35)	26
Amortissement	(3 605)	(5 152)	(8 757)
Incitatifs	-	(3 054)	(3 054)
Change	(18)	-	(18)
31 mars 2021	33 141 \$	65 973 \$	99 114 \$

Les obligations locatives se présentent comme suit :

	Trimestre clos le 31 mars 2021	Exercice clos le 31 décembre 2020
Obligations locatives à l'ouverture de la période	97 783 \$	91 920 \$
Entrées	13 397	28 700
Modifications de contrats de location	26	398
Charge d'intérêts	1 132	4 024
Paiements au titre de la location	(8 030)	(27 224)
Fluctuations des cours de change	(22)	(35)
Obligations locatives à la clôture de la période	104 286 \$	97 783 \$
Partie courante	26 629 \$	23 111 \$
Partie non courante	77 657	74 672
	104 286 \$	97 783 \$

Analyse des échéances des flux de trésorerie non actualisés contractuels

	2021	De 2022 à 2025	Par la suite	Total
Obligations locatives	21 249 \$	49 199 \$	109 858 \$	180 306 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

6. Actifs au titre de droits d'utilisation et contrats de location (suite)

État du résultat global et tableau des flux de trésorerie :

	31 mars 2021	31 mars 2020
État du résultat global :		
Intérêts sur les obligations locatives	1 132 \$	1 033 \$
Moins : les obligations locatives inscrites à l'actif	(752)	(562)
Intérêts sur les obligations locatives, montant net	380	471
Coût à court terme et coût variable	828	652
Tableau des flux de trésorerie :		
Total des sorties de fonds au titre des contrats de location	(8 030) \$	(6 023) \$

Bailleur

Les contrats de location simple dont la Corporation est le bailleur sont relatifs à des réservoirs de stockage appartenant à la Corporation et des logements situés le long de l'emprise du pipeline ou à proximité de stations de pompage. Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, les produits locatifs tirés des contrats de location simple de réservoirs de stockage comptabilisés dans les « Produits locatifs » se sont établis à 15 857 \$ (15 747 \$ en 2020), et les produits locatifs liés à l'exploitation de logements aux termes de contrats de location simple comptabilisés dans les « Autres produits » ont totalisé 54 \$ (57 \$ en 2020).

7. Goodwill

a) Les variations de la valeur comptable nette du goodwill sont présentées dans le tableau suivant :

Solde au 31 décembre 2019	1 015 781 \$
Incidence des fluctuations du change	81
Solde au 31 décembre 2020	1 015 862
Incidence des fluctuations du change	-
Solde au 31 mars 2021	1 015 862 \$

b) Test de dépréciation

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill a été affecté à l'UGT de CTM. La valeur recouvrable de cette UGT est fondée sur la juste valeur de l'unité d'exploitation, laquelle est estimée en fonction des flux de trésorerie attendus. L'estimation de la juste valeur requiert l'utilisation de données d'entrée non observables importantes indiquant une évaluation au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs, y compris des hypothèses liées au calendrier de construction du projet du PARTM et à la date de mise en service. Au 31 mars 2021, une évaluation des indices de dépréciation a été effectuée pour les unités génératrices de trésorerie de la Corporation. Malgré les changements dans le contexte macroéconomique, il n'y a eu aucune incidence significative sur les activités en cours de CTM ou sur la construction du PARTM. Aucun indice de dépréciation n'a été relevé et, par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été effectué au 31 mars 2021.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

8. Autres passifs courants

	31 mars 2021	31 décembre 2020
Primes au quai	113 367 \$	133 532 \$
Coûts environnementaux à payer	6 394	6 096
Obligation au titre des prestations définies	1 497	1 497
Autres	7 821	6 147
	129 079 \$	147 272 \$

9. Provisions

La variation des provisions au titre des obligations de démantèlement et de la remise en état d'un site se présente comme suit :

	Obligations de démantèlement			Remise en état d'un site
	Pipeline	Puits et installations	Total	
Solde au 31 décembre 2019	465 751 \$	147 809 \$	613 560 \$	9 770 \$
Provisions additionnelles	-	-	-	114
Modifications des estimations	(524)	(21 084)	(21 608)	(222)
Obligations réglées	-	(1 273)	(1 273)	(2 783)
Variation du taux d'actualisation	-	23 733	23 733	(182)
Incidence des fluctuations du change	(870)	-	(870)	-
Désactualisation	6 075	1 597	7 672	109
Solde au 31 décembre 2020	470 432 \$	150 782 \$	621 214 \$	6 806 \$
Modifications des estimations	-	25 134	25 134	-
Obligations réglées	-	4	4	-
Variation du taux d'actualisation	-	(25 759)	(25 759)	(31)
Incidence des fluctuations du change	(523)	-	(523)	-
Désactualisation	1 422	695	2 117	4
Solde au 31 mars 2021	471 331 \$	150 856 \$	622 187 \$	6 779 \$
Partie courante	- \$	- \$	- \$	2 518 \$
Partie non courante	471 331	150 856	622 187	4 261
	471 331 \$	150 856 \$	622 187 \$	6 779 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

9. Provisions (suite)

a) Provision au titre des obligations de démantèlement des puits et des installations

La provision au titre des obligations de démantèlement a été constituée en fonction de la participation nette de la Corporation dans les puits et les installations, d'une estimation de la direction quant aux coûts liés à l'abandon et à la remise en état de ces puits et installations, ainsi que d'une estimation du moment où les coûts seront engagés. La Corporation estime que le passif futur non actualisé totalisait 247 853 \$ au 31 mars 2021 (204 430 \$ au 31 décembre 2020). Les coûts estimés des obligations de démantèlement peuvent varier grandement en fonction de facteurs tels que les antécédents d'exploitation et les modifications des lois et règlements.

Ces obligations seront réglées en fonction du calendrier prévu d'abandon, qui s'échelonne actuellement jusqu'en 2049, en fonction de la durée d'utilité des actifs sous-jacents. La provision a été calculée au 31 mars 2021 selon un taux d'inflation moyen de 1,87 % (1,12 % au 31 décembre 2020) et a été actualisée selon un taux sans risque moyen de 1,87 % (1,12 % au 31 décembre 2020).

b) Provision au titre des obligations de démantèlement des actifs liés aux pipelines

La provision au titre des obligations de démantèlement des actifs liés aux pipelines est fondée sur les estimations des coûts d'abandon établies par la direction. Au 31 mars 2021, cette provision, actualisée à un taux sans risque de 1,97 % (1,21 % au 31 décembre 2020), était estimée à 471 331 \$ (470 432 \$ au 31 décembre 2020). Le montant non actualisé du passif de démantèlement est estimé à 3 200 000 \$ (1 500 000 \$ au 31 décembre 2020), compte tenu d'un taux d'inflation de 1,97 % et d'une durée d'utilité résiduelle attendue de 98 ans.

La provision au titre des obligations de démantèlement reflète les flux de trésorerie actualisés qui devraient être affectés au démantèlement du réseau de pipelines de CTM. La durée d'utilité économique des actifs couverts par l'obligation de démantèlement est estimée à 98 ans. La durée d'utilité économique estimée sert à déterminer les flux de trésorerie non actualisés au moment du démantèlement et reflète le calendrier attendu des sorties de fonds au titre de la provision.

c) Provision au titre de la remise en état d'un site

Aux termes de l'accord d'achat et de vente conclu en 1988 entre CEI et Cameco, la responsabilité des obligations liées à la vente d'actifs à Cameco incombe à CEI. La provision au titre de la remise en état d'un site à la date de clôture est liée au démantèlement d'un ancien site minier. La responsabilité de la surveillance et de la gestion de ce site incombe à Cameco. CEI comptabilise ces coûts selon des estimations que lui fournit Cameco. Ces estimations sont fondées sur des variables et des hypothèses incertaines, notamment le temps nécessaire à l'achèvement des travaux et les coûts à engager au cours de cette période. L'estimation des coûts de remise en état futurs du site a été actualisée au taux de 0,42 % (0,24 % au 31 décembre 2020), et un taux d'inflation de 0,42 % a été utilisé pour calculer la provision au 31 mars 2021 (0,24 % au 31 décembre 2020).

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

9. Provisions (suite)

d) Provision au titre de la participation au bénéfice net (retraité – note 20)

Aux termes des modalités de la convention relative à la PBN du projet de développement Hibernia de 1990 et du protocole d'entente avec Ressources naturelles Canada, la Corporation doit assumer tout montant à payer aux propriétaires du projet Hibernia du fait de l'évaluation, de la réévaluation ou du calcul effectué par le gouvernement du Canada. La provision au titre de la PBN au 31 décembre 2020 est liée à un recalcul. La provision était fondée sur le recalcul par la direction du montant à payer majoré des intérêts à payer aux propriétaires du projet Hibernia. La Corporation a réglé la provision de 39 000 \$ au cours de la période close le 31 mars 2021. La Corporation a comptabilisé un montant additionnel de 5 169 \$ se rapportant à la provision au cours du premier trimestre, dont une tranche de 2 974 \$ est incluse dans les fournisseurs et autres créditeurs au 31 mars 2021.

10. Emprunts

Le 29 août 2018, Financière TMP a conclu des conventions de crédit avec Sa Majesté la Reine du chef du Canada. Les facilités font partie du Compte du Canada du gouvernement, qui est administré par EDC. La facilité d'acquisition a servi à financer l'acquisition des entités du RPTM. La facilité de construction est utilisée principalement pour financer la construction du PARTM. La facilité de l'ONE permet à Financière TMP d'emprunter des fonds qui serviront à fournir les sûretés financières que pourrait exiger la Régie de l'énergie du Canada (la « Régie ») au titre du réseau TMPL.

La disponibilité des fonds aux termes de la facilité de crédit de construction est limitée au pouvoir d'emprunt autorisé par le ministre des Finances. Le 30 juillet 2019, une convention de crédit modifiée conclue entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, par l'intermédiaire du compte géré par EDC, et Financière Canada TMP Ltée a été exécutée. La limite de la facilité de crédit de construction a été augmentée pour atteindre 4 000 000 \$ en janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020, comme il est précisé dans une lettre révisée attestant le pouvoir d'emprunt, reçue du ministre des Finances.

Le 1^{er} octobre 2020, une deuxième convention modificative a été conclue afin d'augmenter les fonds disponibles aux termes de la facilité de crédit de construction pour les porter à 5,1 milliards de dollars au 1^{er} octobre 2020 et à 6,1 milliards de dollars au 1^{er} janvier 2021. Le 31 mars 2021, une nouvelle modification a été conclue afin d'augmenter les fonds disponibles aux termes de la facilité de crédit de construction pour les porter à 9,14 milliards de dollars à compter du 1^{er} avril 2021. La date d'échéance de toutes les facilités d'emprunt a été reportée au 29 août 2025, avec prise d'effet le 1^{er} avril 2021.

Les emprunts sont remboursables à leurs dates d'échéance respectives et peuvent être remboursés par anticipation sans prime ni pénalité, à certaines conditions.

Le tableau suivant présente le détail des facilités au 31 mars 2021 :

Facilité	Montant disponible au 31 mars 2021	Encours au 31 mars 2021	Encours au 31 décembre 2020	Taux d'intérêt sur les montants utilisés	Commissions d'attente sur les montants non utilisés	Date d'échéance
Acquisition	4 670 000 \$	4 670 000 \$	4 670 000 \$	4,7 %	0,065 %	29 août 2023
Construction	6 100 000	5 310 000	4 385 000	4,7 %	0,065 %	29 août 2023
ONE	500 000	-	-	4,7 %	0,30 %	29 août 2023
		9 980 000 \$	9 055 000 \$			

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

10. Emprunts (suite)

Le total de la charge d'intérêts pour les périodes closes les 31 mars se compose des éléments suivants :

	2021	2020
Intérêts sur les emprunts	113 247 \$	71 177 \$
Intérêts sur les contrats de location	380	471
Intérêts inscrits à l'actif	(70 335)	(31 735)
Commissions d'attente	530	790
	43 822 \$	40 703 \$

Le taux de capitalisation utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt à inscrire à l'actif est le taux d'intérêt moyen pondéré applicable aux emprunts généraux de la Corporation au cours de la période de 4,7 % (4,7 % en 2020).

11. Réserve au titre de la participation au bénéfice net

Les paiements reçus au titre de la participation au bénéfice net pour la période totalisent 49 798 \$, dont une tranche de 4 029 \$ a été reçue de la SGCH et éliminée lors de la consolidation (71 076 \$ en 2020, dont une tranche de 6 862 \$ a été éliminée).

12. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation des soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes closes les 31 mars se présente comme suit :

	2021	2020
Clients et autres débiteurs	37 773 \$	55 320 \$
Stocks	(790)	(1 151)
Autres actifs courants	(325)	2 150
Charges différées et autres actifs	21 286	22 847
Fournisseurs et autres créditeurs	26 709	(33 470)
Intérêts à payer	112 627	71 958
Autres passifs courants	(18 193)	(10 948)
Autres crédits différés	2 191	978
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	181 278 \$	107 684 \$
Liée aux :		
Activités d'exploitation	113 698 \$	109 839 \$
Activités d'investissement	67 580	(2 155)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	181 278 \$	107 684 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

12. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (suite)

Les dépenses en immobilisations corporelles comprennent ce qui suit :

	2021	2020
Entrées d'immobilisations corporelles (note 5)	(973 513) \$	(586 991) \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'investissement	68 356	163
Amortissement et intérêts liés aux contrats de location inscrits au coût de l'actif	8 826	4 440
Sorties de trésorerie liées aux dépenses en immobilisations corporelles	(896 331) \$	(582 388) \$

13. Produits nets tirés du pétrole brut et frais de production et charges d'exploitation

a) Les produits nets tirés du pétrole brut pour les périodes closes les 31 mars se détaillent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Produits bruts tirés du pétrole brut	45 375 \$	44 659 \$
Moins les redevances	(11 878)	(9 456)
Produits nets tirés du pétrole brut	33 497 \$	35 203 \$

Les ventes de pétrole brut sont la seule source de produits tirés des contrats conclus avec des clients de la SGCH. Le produit brut tiré du pétrole brut selon le marché géographique se détaille comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
États-Unis	40 113 \$	18 223 \$
Amérique du Sud	5 262	-
Canada	-	17 951
Europe	-	8 485
	45 375 \$	44 659 \$

b) Les charges d'exploitation, frais de transport et frais de commercialisation se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Charges d'exploitation liées au projet Hibernia	4 010 \$	3 628 \$
Transport et transbordement du pétrole brut	1 549	1 062
Commercialisation du pétrole brut	98	115
Total des charges d'exploitation, frais de transport et frais de commercialisation	5 657 \$	4 805 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

14. Produits et charges d'exploitation liés au pipeline

Pour la période close le 31 mars, les produits et les charges d'exploitation de CTM, répartis par source et par type de produits, se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Produits tirés du transport	83 211 \$	106 770 \$
Revenus locatifs	15 857	15 747
Autres produits	676	431
Total	99 744 \$	122 948 \$
Charges d'exploitation et coûts de production	40 574 \$	34 876 \$
Salaires et avantages du personnel	21 139	21 344
Autres charges générales et administratives	1 361	2 321
Total des charges d'exploitation, exclusion faite des charges financières et de l'amortissement	63 074 \$	58 541 \$

Les produits tirés de l'exploitation du pipeline par CTM sont générés principalement au Canada, environ 10 % étant générés à l'extérieur du pays.

15. Engagements

Les engagements de la CDEV au 31 mars 2021 sont résumés dans le tableau ci-après. Ils incluent l'achat par CTM d'immobilisations corporelles, le transport du pétrole brut et les engagements de transbordement ainsi que la quote-part revenant à la SGCH des engagements contractuels du projet Hibernia liés aux forages et aux charges d'exploitation.

	Reste de 2021	De 2022 à 2025	Par la suite	Total
Transport du pétrole brut et services de transbordement	3 790 \$	13 771 \$	19 355 \$	36 916 \$
Contrats liés au projet Hibernia	4 821	3 311	3 047	11 179
Immobilisations corporelles liées aux pipelines	139 242	-	-	139 242
Contrats de location différés	102	1 913	5 175	7 190
Autres engagements au titre de l'exploitation	1 521	1 015	5 536	8 072
Total des engagements	149 476 \$	20 010 \$	33 113 \$	202 599 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

16. Éventualités

Dans le cours normal de leurs activités, la Corporation ou ses filiales peuvent faire l'objet de diverses poursuites juridiques ou autres réclamations à l'encontre de la Corporation.

CEI est codéfenderesse avec la province d'Ontario, le procureur général du Canada, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et BOC Canada limitée dans le cadre d'un recours collectif proposé, intenté par certains résidents de la municipalité antérieurement connue sous le nom de Deloro, dans le comté de Hastings, en Ontario. La poursuite est fondée sur la contamination présumée de certaines propriétés. CEI a déposé un avis d'intention de présenter une défense. Aucune partie n'a encore reconnu sa responsabilité, et l'incidence financière sur la Corporation, si l'issue de cette affaire lui était défavorable, ne peut être déterminée pour l'instant.

Le PARTM a été visé par un certain nombre d'actions en justice visant à contester l'approbation du PARTM par le gouvernement fédéral.

Deux révisions judiciaires ont été entreprises par la Cour suprême de la Colombie-Britannique à la demande de la nation Squamish et de la ville de Vancouver. Les pétitions allègent l'obligation et le défaut de consulter et d'accommoder les Premières nations et, en général, prétendent notamment que la province n'a pas réalisé une évaluation environnementale provinciale appropriée avant d'émettre le certificat d'évaluation environnementale provinciale. Les révisions judiciaires demandées par la nation Squamish et la Ville de Vancouver ont été entendues en octobre et en novembre 2017, respectivement, et, le 24 mai 2018, la Cour suprême a rejeté les deux causes. Des appels ont été déposés par la ville de Vancouver et la nation Squamish devant la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (la « CACB »); ils ont été entendus ensemble du 6 au 8 mai 2019. La CACB a rendu sa décision le 17 septembre 2019. La CACB a rejeté les demandes d'annulation du CÉE, mais a autorisé les deux appels dans une certaine mesure, en permettant que les conditions soient soumises aux ministres provinciaux respectifs afin qu'ils les réexaminent, et les rajustent à la lumière des modifications que l'Office national de l'énergie (l'« ONE », désormais appelé la Régie) a apportées à son rapport de réexamen initial. La CACB a déclaré que l'autorité provinciale ne s'étendait pas aux ordonnances d'évaluation que la Régie avait expressément refusé de rendre, et qu'elle doit être limitée aux conditions qui relèvent de la compétence de la province. La Cour d'appel a refusé toutes les autres requêtes, y compris celles liées à une évaluation provinciale additionnelle, à une consultation publique, et à la consultation et l'accommodement avec les peuples autochtones. En avril 2020, l'Environmental Assessment Office (l'« EAO ») de la Colombie-Britannique a annoncé un processus visant à réévaluer tout ajustement corrélatif. L'EAO prépare une ébauche de rapport à l'intention des ministres et a publié une ébauche pour commentaires du public. À la fin de la période de commentaires publics, l'EAO préparera un rapport final qui sera soumis aux ministres pour examen.

17. Risques auxquels est exposée la Corporation

De par la nature de ses activités consolidées, la CDEV est exposée à des risques découlant de ses instruments financiers, qui pourraient avoir une incidence importante sur les flux de trésorerie, le bénéfice et le résultat global. La nature et l'ampleur des risques découlant des actifs et des passifs financiers de la Corporation sont décrites dans les notes afférentes à ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2020.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

17. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

La CDEV est exposée à des risques financiers, notamment le risque de marché associé aux prix des marchandises, aux cours de change et aux taux d'intérêt, ainsi que le risque de crédit, le risque lié aux contrats et le risque de liquidité.

Le risque de crédit est le risque que la Corporation subisse une perte financière si un client ou une partie contractante à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles, et ce risque découle principalement des clients et autres débiteurs de la Corporation.

- i) Pour ses contrats de vente de pétrole brut, la Corporation a jugé que le risque de non-recouvrement des fonds était faible, puisqu'elle partage les cargaisons avec son agent de commercialisation, qu'elle ne conclut généralement des contrats qu'avec d'importants acheteurs ayant de solides antécédents en matière de crédit et qu'elle utilise, le cas échéant, des outils pour atténuer le risque de crédit. L'agent de commercialisation assure une surveillance du crédit pour tous les acheteurs approuvés au préalable.
- ii) Pour les ventes de cargaisons de pétrole, la Corporation limite son exposition au risque de crédit en exigeant des expéditeurs dont la solvabilité ou la situation financière est inadéquate qu'ils fournissent une sûreté acceptable généralement sous forme de garanties de parties ayant un bon dossier de crédit ou de lettres de crédit d'institutions financières bien cotées. La majorité des clients de la Corporation exercent leurs activités dans les secteurs de l'exploration et de la mise en valeur pétrolière et gazière, de la commercialisation de l'énergie ou du transport. La diminution de la demande de pétrole à l'échelle mondiale découlant de la pandémie de COVID-19 et les préoccupations concernant l'offre ont donné lieu à des baisses importantes des prix du pétrole partout dans le monde et dans le bassin sédimentaire de l'Ouest canadien. Il peut y avoir exposition aux baisses à long terme des prix des marchandises énergétiques, y compris le prix du pétrole brut, et à l'instabilité économique résultant de ces événements ou d'autres événements de crédit ayant une incidence sur ces industries et sur la capacité des clients à payer pour des services.

Au 31 mars 2021 et au 31 décembre 2020, aucun débiteur important n'était en souffrance ou déprécié.

Les clients et autres débiteurs de la Corporation comprennent les montants suivants :

	31 mars 2021	31 décembre 2020
Contrats conclus avec des expéditeurs utilisant le pipeline	25 994 \$	30 317 \$
Contrats conclus avec des clients du pétrole brut	11 436	26 468
Partenariat Hibernia	2 843	2 879
Crédits de taxe sur les intrants (TPS/TVH)	24 303	37 353
Autres	11 643	17 231
Montant à recevoir d'une partie liée	256	-
Clients et autres débiteurs	76 475 \$	114 248 \$
Montant non réglé depuis plus de 90 jours	15 \$	814 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

17. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

La Corporation applique l'approche simplifiée aux fins de l'établissement d'une provision pour pertes de crédit attendues, en ayant recours à une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur toutes les créances clients. Pour évaluer la provision pour pertes de crédit attendues sur les créances clients, la Corporation utilise une matrice fondée sur le nombre de jours depuis lesquels les créances sont en souffrance. La qualité du crédit des contreparties de la Corporation étant élevée, la provision pour pertes de crédit attendues était négligeable au 31 mars 2021.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Corporation (notamment ceux qui sont détenus en main tierce et les placements détenus au titre du fonds pour abandon futur et du fonds lié aux risques) sont exposés à des banques et institutions financières canadiennes de première qualité et au gouvernement du Canada. Tous les équivalents de trésorerie et les placements à court terme sont acquis auprès d'émetteurs présentant une note de crédit de R1 Élevée décernée par Dominion Bond Rating Service. Par conséquent, la provision pour pertes de crédit attendues au titre de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements était négligeable au 31 mars 2021.

La Corporation n'a enregistré aucune perte de valeur réelle au cours des trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Corporation ne puisse pas remplir ses engagements de service ou d'autres obligations financières à leur échéance. Pour gérer ce risque, la Corporation s'assure, dans la mesure du possible, d'avoir suffisamment de liquidités pour honorer ses obligations lorsqu'elles deviendront exigibles.

La Corporation effectue des prévisions des besoins en trésorerie pour s'assurer qu'elle dispose d'un financement suffisant pour régler ses passifs financiers à leur échéance. Les principales sources de liquidités et de financement sont les flux de trésorerie provenant de l'exploitation et les facilités de crédit.

La Corporation continue, grâce à la trésorerie et aux placements à court terme qu'elle détient, d'avoir la souplesse financière nécessaire pour s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. Il existe un risque que la Corporation soit exposée à un ralentissement prolongé du secteur énergétique et à une volatilité économique à long terme, facteurs qui sont atténués par les cadres réglementaires qui régissent actuellement les activités pipelinières de CTM ainsi que par la position concurrentielle des actifs de CTM liés aux pipelines et à la production de pétrole. Les flux de trésorerie futurs attendus rattachés aux activités courantes dépassent actuellement les prévisions en matière de charges d'exploitation et de dépenses d'investissement futures, compte non tenu du PARTM. En raison des importantes dépenses qui devront être engagées dans le cadre du PARTM, la Corporation aura besoin d'un accès continu à du financement futur pour terminer le projet.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

17. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

Juste valeur des instruments financiers

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des placements soumis à restrictions et des emprunts, y compris leur niveau selon la hiérarchie des justes valeurs au 31 mars 2021 et au 31 décembre 2020.

	Classement	Hiérarchie	Valeur comptable		Juste valeur	
			2021	2020	2021	2020
Actifs financiers						
Placements soumis à restrictions	JVRN	Niveau 2	85 958 \$	93 986 \$	85 958 \$	93 986 \$
Passifs financiers						
Emprunts	Coût amorti	Niveau 2	9 980 000 \$	9 055 000 \$	10 514 237 \$	9 495 665 \$

Les justes valeurs des placements soumis à restrictions sont déterminées selon des prix et des données d'entrée observables sur le marché pour des instruments similaires, en utilisant des modèles de flux de trésorerie largement répandus pour évaluer ces instruments. La juste valeur des emprunts est estimée par actualisation des flux de trésorerie contractuels futurs au taux d'intérêt en vigueur sur le marché qui serait offert à la Corporation pour des instruments financiers similaires.

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, de la trésorerie soumise à restrictions, des placements à court terme, des clients et autres débiteurs, des placements détenus au titre d'obligations futures et des fournisseurs et autres créditeurs représente une approximation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période.

18. Transaction avec des parties liées

En vertu du principe de propriété commune, la Corporation est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral du Canada. La Corporation peut conclure des transactions avec certaines de ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, la CDEV a versé des dividendes de 46 000 \$ (61 629 \$ en 2020) au gouvernement du Canada.

Au 31 mars 2021, la CDEV avait des créances sur parties liées à recevoir de la CFUEC de 256 \$ et des dettes envers des parties liées à payer à la CFUEC de 187 \$ (dettes à payer de 187 \$ au 31 décembre 2020).

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires

Le tableau qui suit présente les principales entités en exploitation qui composent la CDEV. Les résultats du siège social de la CDEV ainsi que les résultats de CEI et de Financière TMP sont pris en compte dans la catégorie « Autres ».

	31 mars 2021						
	CTM (PCGR des É.-U.)	Ajuste- ments selon les IFRS	CTM (IFRS)	SGCH	Autres	Éliminations	Chiffres consolidés
Données tirées de l'état du résultat global							
Produits							
Produits tirés du transport	90 966 \$	(7 755) \$ ¹⁾	83 211 \$				83 211 \$
Revenus locatifs	15 857		15 857				15 857
Produits nets tirés du pétrole brut				34 305 \$	- \$	(808) \$	33 497
Autres produits/écart de conversion	755		755	73	624	(493)	959
	107 578	(7 755)	99 823	34 378	624	(1 301)	133 524
Charges							
Épuisement et amortissement	25 317	2 073 ²⁾	27 390	7 195	29		34 614
Exploitation et production	40 733	(159)	40 574	5 657	-		46 231
Salaires et avantages du personnel	20 639	500 ³⁾	21 139	437	474		22 050
Autres charges générales et administratives	2 062	(701)	1 361	854	873	(37)	3 051
	88 751	1 713	90 464	14 143	1 376	(37)	105 946
Charges financières							
Composante capitaux propres de la provision pour fonds utilisés pendant la construction	71 210	(71 210) ⁴⁾	-		-		-
Autres charges, montant net	218	(218) ⁴⁾	-	-			-
Désactualisation	-	(1 422)	(1 422)	(695)	(4)		(2 121)
(Charge) d'intérêts, montant net	(22 305)	22 832 ⁴⁾	527	233	21 083	(63 921)	(42 078)
	49 123	(50 018)	(895)	(462)	21 079	(63 921)	(44 199)
Bénéfice net avant impôt sur le résultat							
	67 950	(59 486)	8 464	19 773	20 327	(65 185)	(16 621)
Charge (produit) d'impôt	16 623	(14 666) ⁵⁾	1 957	6 135	-		8 092
Bénéfice net	51 327	(44 820)	6 507	13 638	20 327	(65 185)	(24 713)
Autres éléments du résultat global	(3 733) \$	20 092 \$⁶⁾	16 359 \$	- \$	- \$	\$	16 359 \$
Données tirées de l'état de la situation financière							
Actifs							
Actifs courants	333 688	(30 290) ⁷⁾	303 398	92 956	193 327	(69 674)	520 007
Actifs non courants	11 361 611	41 553 ⁸⁾	11 403 164	326 744	10 305 141	(10 206 344)	11 828 705
	11 695 299 \$	11 263 \$	11 706 562 \$	419 700 \$	10 498 468 \$	(10 276 018) \$	12 348 712 \$
Passifs							
Passifs courants	788 221	-	788 221	14 504	125 992	(70 140)	858 577
Passifs non courants	6 243 007	269 835 ⁹⁾	6 512 842	164 462	9 985 096	(5 336 100)	11 326 300
	7 031 228 \$	269 835 \$	7 301 063 \$	178 966 \$	10 111 088 \$	(5 406 240) \$	12 184 877 \$
Capitaux propres							
	4 664 071 \$	(258 572) \$¹⁰⁾	4 405 499 \$	240 734 \$	387 380 \$	(4 869 778) \$	163 835 \$
	11 695 299 \$	11 263 \$	11 706 562 \$	419 700 \$	10 498 468 \$	(10 276 018) \$	12 348 712 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires (suite)

31 mars 2020 (retraité, note 20)							
	CTM (PCGR des É.-U.)	Ajuste- ments selon les IFRS	CTM (IFRS)	SGCH	Autres	Éliminations	Chiffres consolidés
Données tirées de l'état du résultat global							
Produits							
Produits tirés du transport	86 335 \$	20 435 \$ ¹⁾	106 770 \$				106 770 \$
Revenus locatifs	15 747		15 747				15 747
Produits nets tirés du pétrole brut				32 784 \$	- \$	2 419 \$	35 203
Autres produits/écart de conversion	431		431	3 658	1 142	(554)	4 677
	102 513	20 435	122 948	36 442	1 142	1 865	162 397
Charges							
Épuisement et amortissement	24 368	2 021 ²⁾	26 389	11 336	27		37 752
Exploitation et production	35 035	(159)	34 876	4 805	-		39 681
Salaires et avantages du personnel	19 364	1 980 ³⁾	21 344	443	399		22 186
Autres charges générales et administratives	4 374	(2 053)	2 321	258	2 400	(37)	4 942
	83 141	1 789	84 930	16 842	2 826	(37)	104 561
Charges financières							
Composante capitaux propres de la provision pour fonds utilisés pendant la construction	33 952	(33 952) ⁴⁾	-				-
Désactualisation	-	(2 056) ⁴⁾	(2 056)	(453)	(27)		(2 536)
(Charge) d'intérêts, montant net	(19 990)	(10 622) ⁴⁾	(30 612)	947	1 048	(8 761)	(37 378)
	13 962	(46 630)	(32 668)	494	1 021	(8 761)	(39 914)
Bénéfice net avant impôt sur le résultat	33 334	(27 984)	5 350	20 094	(663)	(999)	17 922
Charge (produit) d'impôt	8 107	(6 891) ⁵⁾	1 216	13 686	-		14 902
Bénéfice net	25 227 \$	(21 093) \$	4 134 \$	6 408 \$	(663) \$	(999) \$	3 020 \$
Autres éléments du résultat global	28 429 \$	13 691 \$ ⁶⁾	42 120 \$	- \$	- \$	\$	42 120 \$
Données tirées de l'état de la situation financière							
Actifs							
Actifs courants	221 198 \$	(853) \$ ⁷⁾	220 345 \$	119 166 \$	152 067 \$	(42 205) \$	449 373 \$
Actifs non courants	7 513 989	182 035 ⁸⁾	7 696 024	353 299	6 548 938	(6 483 149)	8 115 112
	7 735 187 \$	181 182 \$	7 916 369 \$	472 465 \$	6 701 005 \$	(6 525 354) \$	8 564 485 \$
Passifs							
Passifs courants	552 648 \$	(20 920) \$	531 728 \$	13 196 \$	78 159 \$	(42 216) \$	580 867 \$
Passifs non courants	4 248 254	321 422 ⁹⁾	4 569 676	164 282	6 262 471	(3 367 100)	7 629 329
	4 800 902 \$	300 502 \$	5 101 404 \$	177 478 \$	6 340 630 \$	(3 409 316) \$	8 210 196 \$
Capitaux propres	2 934 285 \$	(119 320) \$ ¹⁰⁾	2 814 965 \$	294 987 \$	360 375 \$	(3 116 038) \$	354 289 \$
	7 735 187 \$	181 182 \$	7 916 369 \$	472 465 \$	6 701 005 \$	(6 525 354) \$	8 564 485 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires (suite)

CTM prépare ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (les « PCGR des États-Unis »). Selon les IFRS, une société mère doit préparer des états financiers consolidés en utilisant des méthodes comptables uniformes pour les transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances similaires. Par conséquent, CTM a ajusté ses données financières aux termes des PCGR des États-Unis aux fins de conformité avec les IFRS. Ces ajustements comptables sont présentés sous la colonne « Ajustements selon les IFRS » et sont détaillés ci-dessous :

1) Produits tirés du transport : Aux termes des PCGR des États-Unis, CTM applique les dispositions de l'ASC 980, *Regulated Operations*, aux termes de laquelle le calendrier de comptabilisation et de traitement de certains produits peut différer de celui prévu par les IFRS. Aux termes des IFRS, les produits sont comptabilisés conformément à IFRS 15. Conformément aux PCGR des États-Unis, CTM comptabilise les produits tirés du transport de façon proportionnelle, en fonction des besoins en produits annuels du RPTM, après ajustement pour les dépenses au titre des éléments de transfert prévus dans la demande visant le règlement avec droits incitatifs (« RDI ») du RPTM. L'écart entre les besoins en produits annuels aux termes du RDI et les droits facturés donne lieu à un ajustement qui sera comptabilisé dans les produits, soit au débit (si les droits facturés sont supérieurs aux besoins en produits aux termes du RDI), soit au crédit (si les droits facturés sont inférieurs aux besoins en produits aux termes du RDI). Selon les IFRS, les produits sont comptabilisés en fonction du volume expédié et des droits facturés, sans ajustement pour perception au-delà ou en deçà des besoins en produits.

2) L'amortissement est plus élevé aux termes des IFRS en raison d'immobilisations corporelles plus importantes découlant de la comptabilisation d'une obligation de démantèlement et du coût de mise hors service d'immobilisations correspondant. En raison de l'incertitude considérable entourant le moment et l'étendue de l'abandon, aucune obligation de démantèlement n'est comptabilisée selon les PCGR des États-Unis, donnant lieu à une diminution des actifs et de l'amortissement aux termes des PCGR des États-Unis. Le traitement de tous les contrats de location à titre de contrats de location-financement explique aussi l'amortissement plus élevé aux termes des IFRS.

3) La charge liée aux salaires et aux avantages du personnel est plus élevée aux termes des IFRS en raison de différences dans la comptabilisation de la charge de retraite entre les deux cadres comptables. Aux termes des IFRS, les réévaluations des actifs et des passifs des régimes sont comptabilisées immédiatement en résultat net, alors qu'en vertu des PCGR des États-Unis, certains profits et pertes liés aux régimes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et amortis en résultat net sur une plus longue période.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires (suite)

4) Selon l'ASC 980 des PCGR des États-Unis, une provision pour fonds utilisés pendant la construction est prise en compte dans le coût des immobilisations corporelles et est amortie sur les périodes futures en tant que composante du coût total de l'actif connexe. La provision pour fonds utilisés pendant la construction se compose d'une composante intérêts et, sur approbation de l'organisme de réglementation, d'une composante coût des capitaux propres, lesquelles sont toutes deux inscrites à l'actif en fonction des taux établis dans un accord avec l'organisme de réglementation. La composante intérêts de la provision pour fonds utilisés pendant la construction entraîne une baisse de la charge d'intérêts alors que sa composante coût des capitaux propres est comptabilisée dans les produits financiers. Aux termes des IFRS, aucune provision pour fonds utilisés pendant la construction n'est comptabilisée, et seuls les intérêts courus sur la dette utilisée pour financer les dépenses d'investissement admissibles sont inscrits à l'actif, aux termes d'IAS 23 *Coûts d'emprunt*. La désactualisation de l'obligation de démantèlement aux termes des IFRS est également prise en compte dans les ajustements des charges financières selon les IFRS. Il n'y a aucune obligation de démantèlement à désactualiser aux termes des PCGR des États-Unis.

5) L'impôt calculé en vertu des IFRS est moins élevé en raison des ajustements mentionnés plus haut pour les produits, l'amortissement, la charge liée aux salaires et aux avantages du personnel et la provision pour fonds utilisés pendant la construction.

6) Les autres éléments du résultat global calculés conformément aux IFRS ne correspondent pas en raison d'un traitement différent des ajustements au titre des régimes de retraite comptabilisés conformément aux PCGR des États-Unis.

7) Les actifs courants sont inférieurs selon les IFRS, essentiellement en raison d'écarts temporaires entre la comptabilisation des produits aux termes des PCGR des États-Unis et des IFRS.

8) Les actifs non courants sont plus élevés selon les normes IFRS en raison des ajustements au goodwill et aux immobilisations corporelles. À l'acquisition de CTM, un goodwill a été comptabilisé à hauteur de l'écart entre la juste valeur de la contrepartie payée par rapport à la juste valeur estimative des actifs nets acquis. La juste valeur des actifs nets diffère selon qu'on applique les PCGR des États-Unis ou les IFRS, surtout en ce qui a trait à l'obligation de démantèlement, aux passifs réglementaires et à l'impôt différé lié à l'acquisition. Par suite de l'acquisition, les immobilisations corporelles sont également plus élevées en raison de la comptabilisation de l'obligation de démantèlement et du coût de mise hors service d'immobilisations correspondant. CTM comptabilise aussi le produit tiré de certains contrats (primes liées aux contrats d'achat ferme) en tant qu'aide à la construction aux termes de l'ASC 980 des PCGR des États-Unis, ce qui réduit les immobilisations. Cette aide est comptabilisée en tant que produits aux termes des IFRS.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires (suite)

9) Les passifs non courants sont plus élevés selon les IFRS, essentiellement en raison de la comptabilisation d'une obligation de démantèlement. CTM ne comptabilise pas d'obligation de démantèlement aux termes des PCGR des États-Unis, puisque le moment et l'étendue de l'abandon sont indéterminés. En outre, des ajustements sont apportés à l'impôt différé selon les IFRS. Les différences entre les PCGR des États-Unis et les IFRS lors de l'acquisition ont une incidence fiscale connexe qui entraîne une diminution de l'impôt différé à l'acquisition. Par ailleurs, il existe une différence permanente en ce qui a trait à l'impôt sur le résultat différé du fait de différences touchant le bénéfice net et la charge d'impôt comptabilisés.

10) L'effet cumulatif des ajustements des capitaux propres selon les normes IFRS totalise 0,1 million de dollars et l'incidence sur le résultat net et les autres éléments du résultat global au premier trimestre de 2021 se chiffre à 7,4 millions de dollars, le solde étant attribuable aux ajustements apportés aux capitaux propres lors de périodes antérieures.

20. Retraitement des données de la période précédente

En 2020, la Corporation a découvert une erreur historique dans la méthode de calcul utilisée pour déterminer les montants de PBN payables chaque mois par les propriétaires du projet Hibernia en vertu des ententes de PBN. Cette erreur de calcul existait avant que la CDEV n'assume la responsabilité de l'administration des conventions relatives à la PBN en août 2019 et a entraîné des versements en trop par les propriétaires du projet Hibernia au cours des années antérieures. Par conséquent, lorsque la CDEV a assumé la responsabilité administrative des conventions relatives à la PBN, le solde de la réserve au titre de la PBN a été surévalué en raison de l'obligation de rembourser aux propriétaires du projet Hibernia les montants payés en trop majorés des intérêts. Par conséquent, les données comparatives au 31 mars 2020 pour le solde de la réserve au titre de la PBN ont été retraitées pour tenir compte de cette obligation de remboursement. Le tableau suivant résume l'incidence sur les états financiers résumés intermédiaires consolidés de la Corporation :

État consolidé des variations des capitaux propres :

31 mars 2020	Incidence du retraitement		
	Données présentées antérieurement	Ajustements	Données retraitées
Réserve au titre de la PBN			
Solde à l'ouverture de la période	826 \$	(35 000) \$	(34 174) \$
Solde à la clôture de l'exercice	10 411	(35 000)	(24 589)
Total des capitaux propres	354 289 \$	(35 000) \$	319 289 \$

Les ajustements n'ont eu aucune incidence sur l'état consolidé de la situation financière, sur l'état consolidé du résultat global et le tableau consolidé des flux de trésorerie de la période close le 31 mars 2020. Les informations fournies par voie de notes qui sont touchées par ce retraitement sont celles qui sont présentées aux notes 9 et 19.